



LA DÉFIANCE :

DÉMOCRATIQUE, DANGEREUSE... LOGIQUE ?

Par Guillaume Lohest

Année après année, les sondages et baromètres ne cessent de le rappeler : les citoyens perdent confiance en la politique. Ils l'affirment volontiers eux-mêmes, parfois en termes crus. Pourquoi ? De quoi est-ce le signe ou le symptôme ? Sur quels clichés cette méfiance vient-elle se greffer ? Et puis, surtout, quelles analyses profondes de ce phénomène pourraient alimenter un peu d'espoir ?

En février 2017, juste avant la première élection d'Emmanuel Macron, l'analyste politique Brice Teinturier publia un ouvrage au titre très parlant : *Plus rien à faire, plus rien à foutre, la vraie crise de la démocratie*. Il inventa même un nouveau mot pour désigner cette partie de la population qui s'abstient de voter : les « prafistes », dérivé de P.R.A.F. – pour « plus rien à faire ». Selon lui, ces prafistes « sont touchés par un sentiment beaucoup plus profond que la déception¹ ».

TROIS FOIS PRAF !

Il pointait alors trois causes majeures à ce phénomène : premièrement, l'alternance de deux quinquennats « sans cohabitation », c'est-à-dire que le président et le gouvernement appartiennent à la même famille politique qui est majoritaire au parlement. Le premier quinquennat à droite (Sarkozy), le suivant à gauche (Hollande), n'ayant produit ni l'un ni l'autre de résultats conséquents, cela a conduit à une perte de confiance dans l'action politique. Deuxièmement, plusieurs affaires à grand retentissement ont créé un sentiment d'effondrement de la morale publique, de l'exemplarité des élus. Enfin, troisièmement, le rapport à l'information a changé. Selon Brice Teinturier, « la fragmentation des audiences a généré, y compris dans les médias traditionnels, deux grands modèles de référence pour ce qui est mis en scène par les J.T. : les sujets qui vont décrypter la consommation, ce qu'il y a dans nos assiettes etc. sont beaucoup plus présents aujourd'hui, ce qui met en scène un modèle de société, consumériste, individualiste ; l'autre référentiel, c'est l'éloge de la tradition, avec

énormément de reportages sur les villages français, la cuisine etc. Les Prafistes ne se retrouvent pas dans ces formes d'information. C'est un autre levier qui les pousse à prendre leurs distances² ».

VIDER LES SIÈGES DU PARLEMENT

En Belgique, où le vote est obligatoire, le phénomène de l'abstention retient moins l'attention. Pourtant, une initiative étrange, surréaliste, voit le jour à l'occasion des élections de 2024 : le parti *Blanco*, qui se propose de remédier à cette situation. En effet, ce parti, qui présentera des candidats dans les onze circonscriptions du pays, « préconise d'ajouter une option supplémentaire sur le bulletin de vote afin que les électeurs puissent également voter pour un siège non attribué à la Chambre ». Les éventuels élus du parti *Blanco* s'engagent par ailleurs à s'abstenir lors de l'intégralité des votes au parlement, sauf sur une modification de la loi électorale visant à permettre que des sièges soient non attribués. Surréaliste, leur message est aussi très clair : rendre visibles toutes les électrices et tous les électeurs qui ne sont actuellement pas représentés dans l'hémicycle. Il s'agit non seulement des votes blancs et nuls (438.095 en 2019), des abstentions (949.076 en 2019, malgré l'obligation de voter), mais aussi des votes exprimés en faveur de partis n'ayant pas atteint le seuil électoral de 5% (276.074 voix en 2019). Au total, cela fait tout de même 1.663.245 personnes, donc un électeur sur cinq !

Ce message doit être pris en compte. Mais il faut aussi le relativiser. D'abord, en précisant que les règles du jeu sont connues des électeurs. C'est en connaissance de cause que certains refusent d'aller voter, choisissent de voter blanc ou optent pour des partis ayant peu de chances d'obtenir des sièges. Il peut y avoir débat sur ces règles, mais il serait malhonnête de prétendre qu'elles sont une anomalie. Le seuil électoral, par exemple, n'est pas une exception belge. Par ailleurs, si l'on gratte un peu sous la surface limpide du message envoyé par le parti Blanco, on découvre un autre mobile, moins noble que celui de parfaire la démocratie : le ressentiment, qui s'accompagne de l'argument démagogique du salaire des élus. Le site de Blanco détaille en effet l'équivalent en sièges de toutes ces voix non représentées : « ce sont des sièges donnés en cadeau aux partis qui ont déjà gagné des sièges. 30 sièges. Cela représente 30 salaires, 30 indemnités forfaitaires, 30 primes de départ à la retraite, 30 pensions et assistants parlementaires payés grâce aux électeurs qui n'ont pas voté pour eux. Il s'agit de plus de 15 millions d'euros par an³ ! »

SURFER SUR LE DÉGOÛT ?

C'est la rancœur populaire par excellence à l'égard du monde politique. Un prêt-à-penser tellement tenace qu'il est même devenu l'argument électoral principal d'un parti comme le PTB-PVDA. En clôture du débat des présidents de parti, sur la RTBF le 13 mars 2024, invité à mettre en avant la mesure prioritaire du parti, Raoul Hedebouw a mentionné la division par deux des salaires du monde politique. On sait pourtant – Raoul Hedebouw le premier ! – que ce n'est pas là que le bât blesse le plus : les patrons et les principaux actionnaires des grandes entreprises⁴ gagnent infiniment plus que les ministres et les parlementaires, tandis que la fraude fiscale représente un manque à gagner estimé entre vingt et trente milliards d'euros. Comment interpréter alors ce cas d'école de pure démagogie ? Il faut y voir un choix électoraliste « intelligent », et par là même un symptôme inquiétant : l'émotion la plus mobilisatrice serait bien celle-là, un dégoût, voire une haine puissante des élus.

Cette défiance grandit d'année en année. L'IWEPS, qui réalise depuis 2003 un baro-

mètre social de la Wallonie, a pu le mesurer⁵. Une chute de confiance inquiétante concerne tout ce qui peut être assimilé de près ou de loin aux institutions de la démocratie. « À titre illustratif, note l'IWEPS dans son communiqué, pour "l'État belge", on passe de 71% en 2018 à 39% en 2023, pour "la Région wallonne", on passe de 69% en 2018 à 35% en 2023 et pour la Commission européenne de 57% en 2018 à 37% en 2023. Enfin, en queue de peloton, on trouve "les hommes et les femmes politiques" où l'on passe de 36,6% de confiance en 2018 à 19% en 2023 ou encore les partis politiques (32% en 2018 à 22% en 2023). C'est une baisse et des niveaux de confiance qui n'avaient encore jamais été observés au cours des vingt dernières années. »

MISER SUR LE « PEUPLE VIGILANT »

Ces constats peuvent toutefois être nuancés par une autre donnée. Comme l'analyse Bertrand Henne dans une chronique consacrée à ce baromètre, « les Wallons et les Wallonnes croient toujours dans la démocratie. Car le sentiment démocratique est toujours vivace. 92% des sondés considèrent que la démocratie est le meilleur système, mais ils ne sont que 25% à considérer que la démocratie belge fonctionne correctement ». Le chroniqueur va même plus loin, en relayant une hypothèse de Pierre Rosanvallon selon laquelle c'est peut-être justement l'attachement à la démocratie qui crée une méfiance envers un système qui ne répond pas à ces attentes démocratiques élevées : « si le peuple électeur est méfiant, le peuple vigilant est toujours là, peut-être plus que jamais. Il y a donc une base pour reconstruire quelque chose sur les ruines de la politique⁶. »

Ce relatif optimisme est partagé par Brice Teinturier : « tant qu'il y a controverse, contestation, opposition et débat, il y a de la démocratie. Je ne suis donc pas gêné par le fait que celle-ci soit passée du statut de l'évidence à un sujet de passion. On peut même affirmer que c'est le propre de la démocratie que de se remettre en question, preuve de sa vitalité ». Il y aurait cependant une ligne rouge à ne pas franchir. L'analyste se montre beaucoup plus inquiet « quand l'indifférence, la relativisation et le dé-

Tocqueville : Les associations, “ écoles permanentes et gratuites de la démocratie ”

« “Les sentiments et les idées ne se renouvellent, le cœur ne s'agrandit et l'esprit humain ne se développe que par l'action réciproque des hommes les uns sur les autres.” Et, poursuit Tocqueville, en démocratie, “c'est ce que les associations seules peuvent faire”. En ce sens, les associations sont autant d'écoles de la démocratie où les citoyens “apprennent à soumettre leur volonté à celle de tous les autres, et à subordonner leurs efforts particuliers à l'action commune”, des écoles permanentes (et gratuites) où l'apprentissage de la liberté démocratique pourra s'ouvrir des petites choses (associations civiles) aux grandes (associations politiques), où la pratique de l'action en commun pourra devenir une habitude et s'inscrire durablement dans les mœurs. »
Chanial, P. (2006), « Tocqueville, sociologue et critique de la démocratie (trop) ordinaire », *Bulletin d'histoire politique*, 14 (2), 19-34.

tachement progressent dans l'opinion, comme les indicateurs le montrent aujourd'hui. Pour perdurer, la démocratie a besoin d'ardeur et de confiance chez les concitoyens⁷».

La défiance démocratique, on le voit, est à double tranchant. Elle pourrait, peut-être, à certaines conditions, basculer du côté du ré-enchantement. Pour cela, il faudrait parvenir à souffler sur les bonnes braises, celles de l'idéal de démocratie. Mais la défiance ambiante semble plutôt, pour le moment, suivre la pente du ressentiment et du dégoût, sur lesquels il est moins évident de construire des dynamiques collectives. Et sur lesquels l'extrême droite populiste, par contre, excelle à venir coller des clichés racistes, complotistes ou sexistes qui favoriseront son ascension.

LES ASSOCIATIONS PLUTÔT QUE LES PARTIS

Quelles pistes, de réflexion et d'action, allons-nous suivre ? En guise de conclusion à ces quelques lignes, tournons-nous vers deux hypothèses assez déroutantes venues des siècles passés. Leur ancienneté pourrait être un gage de profondeur. La première est due à un philosophe français du 19^e siècle : Tocqueville. Dans son analyse de la démocratie américaine, il notait que toute dynamique démocratique

conduit, dans sa nature même, à l'individualisme et au risque du repli sur la sphère privée. Cela fait écho au titre d'un livre de Marcel Gauchet, intitulé *La démocratie contre elle-même*. Cette pente naturelle de la démocratie, aux yeux de Tocqueville, pouvait cependant être contrebalancée par... le rôle des associations (Cf. encadré).

L'autre hypothèse, encore plus déstabilisante, va un cran plus loin. En 1940, dans sa *Note sur la suppression générale des partis politiques*, la philosophe Simone Weil s'est livrée à un réquisitoire radical contre ce qu'elle appelle la tendance totalitaire de tout parti politique. Selon elle, l'esprit humain est incapable de mettre son attention à la fois au service de la justice et du bien public, et à la logique de parti qui entraîne inévitablement un dévoilement du discernement. En très bref, l'expression de la « volonté générale », qui est le but que se donne la démocratie, est pour elle impossible à atteindre par le jeu participatif. Et s'il y avait, au fond, des traces de cette analyse dans le dégoût de nos contemporains pour la politique ? Sans jeter aucun discrédit sur l'engagement sincère de centaines de candidates et de candidats aux élections à venir, on peut se poser la question⁸. □

1. Brice Teinturier : « Le mouvement du plus rien à foutre est extrêmement profond », propos recueillis par Corentin Di Prima dans *Le Soir*, 21 avril 2017.

2. *Ibid.*

3. Site Internet du parti Blanco : <https://blanco2024.be/fr>

4. Selon un calcul annuel réalisé par la CNE, le salaire annuel brut médian des CEO du Bel 20 s'établissait en 2022 à 2,7 millions d'euros, tandis que le salaire annuel brut médian de la population est de 54.000 euros.

Les chiffres pour les patrons des entreprises du Bel Mid (868.000) et du Bel Small (579.000) sont certes moins élevés, mais cela reste bien davantage que les salaires médians des ministres (240.000 euros bruts par an) ou des parlementaires (131.000).

5. Thierry Bomand, *Le Baromètre social de la Wallonie 2023, Regards statistiques n°11*, publication de l'IWEPS (Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique), 2024.

6. Bertrand Henne, Chronique RTBF, « Sur les ruines de la politique », 6 février 2024.

7. Brice Teinturier, *Plus rien à faire, plus rien à foutre, la vraie crise de la démocratie*, Robert Laffont, 2017.

8. La confiance plus importante dont continuent à jouir les élus à l'échelle communale tendrait à accréditer cette thèse. On sait en effet qu'à ce niveau de pouvoir, l'alignement idéologique à des partis est plus distendu.